

au sujet du prix de l'énergie, de nos dépenses et des mesures que j'annoncerai lors du budget. C'est pourquoi nos propres prévisions restent provisoires; il est cependant déjà évident que l'hypothèse d'une croissance réelle de 3,6 p.c. sur laquelle reposaient les projections fiscales de juin, publiées au milieu de l'été, étaient plutôt optimistes. Le chiffre définitif risque d'être inférieur à 3 p.c...

Compter sur le secteur privé

Plusieurs thèmes se dégagent de notre mandat. Nous tirerons parti du potentiel du Canada, par des mesures visant à l'autonomie énergétique et par une attention accrue aux atouts des régions et à la petite entreprise. Nous obtiendrons un rythme plus satisfaisant de croissance économique en faisant davantage confiance au secteur privé. Nous limiterons les dépenses publiques et rendrons l'administration fédérale plus efficace par la réduction du secteur public, des lois de renouvellement et des "privatisations".

Il est devenu clair que beaucoup de Canadiens se rendent compte de la nécessité de comprimer les dépenses publiques; cependant, bien que cette nécessité ait été acceptée, comme en témoignaient les suffrages exprimés le 22 mai, je ne suis pas certain que l'on ait bien réfléchi à ce que signifie précisément la restriction des dépenses de l'État.

Il ne manque malheureusement pas de Canadiens qui sont tout prêts à voir leur voisin se sacrifier, mais protestent vigoureusement lorsque des mesures de restriction risquent de les toucher directement. S'il est un message que je désire vous livrer aujourd'hui, c'est le suivant: *quand nous parlons de restrictions, c'est à vous que nous pensons...*

On a beaucoup parlé de stimulation. Depuis le 22 mai, le gouvernement a étudié au niveau du Cabinet les mesures de relance et la forme qu'elles pourraient prendre. Les résultats de ces discussions seront divulgués lors du budget; cependant, d'ici là, il est clair que nous sommes dans la même situation que ce client qui allait voir un avocat en lui disant qu'il voulait obtenir justice. L'avocat lui demanda: "Vous en voulez pour combien?" Les finances du Canada sont dans la même situation: quelles mesures de stimulation pouvons-nous nous permettre?

Objectif: réduire le déficit

Là encore, je répondrai le soir du budget, mais je veux vous faire savoir dès au-

jourd'hui que le genre de stimulation auquel je crois provient d'un déficit résorbé aussi vite que possible. Je crois au pouvoir stimulant d'un secteur privé auquel un climat fiscal de stabilité et d'encouragement permet de bâtir et de planifier. Je crois au pouvoir stimulant des bénéfices que vous réaliserez et que nous partagerons...

...Il serait irresponsable, économiquement, de décréter des changements brutaux du climat fiscal, en particulier si l'on considère le problème que posent notre balance courante et l'inflation. Ce serait également irresponsable socialement, car il faut bien reconnaître que la seule façon d'éliminer du jour au lendemain un déficit de \$11 milliards consisterait à sabrer dans des programmes sociaux qui sont nécessaires aux Canadiens. Nous ne pouvons supprimer brutalement les mécanismes de soutien dont dépend la subsistance de centaines de milliers de nos concitoyens. Il n'y aura pas de coupures radicales de ce genre...

Productivité du secteur privé

Bien qu'à l'occasion le gouvernement puisse contribuer à raffermir l'économie, fondamentalement il s'en nourrit, mais ne la nourrit pas. Certes, nous imprimons des billets, mais ils n'ont de valeur que dans la mesure où nous en imprimons une quantité correspondant à la productivité du secteur privé.

Nous dépensons de l'argent, mais celui-ci provient uniquement des gains présents et futurs des entreprises productives.

Dans le domaine social, le gouvernement a la possibilité et l'obligation d'utiliser les produits de l'économie, sa richesse, pour protéger les défavorisés: les pauvres, les malades, les vieillards. Cela, nous le faisons et nous continuerons de le faire.

Nous fournissons une aide à moyen terme à certains secteurs économiques. Nous pouvons encourager et nous encourageons les petites entreprises, la recherche et le développement, les régions sous-développées du pays. Nous pouvons récompenser et nous récompenserons les qualités d'entreprise. Nous pouvons utiliser notre force dans certains domaines, les ressources naturelles par exemple, comme tremplin pour les secteurs où nous réussissons d'habitude moins bien.

Tout cela, et plus encore, le gouvernement peut le faire. Mais il ne peut pas créer de la richesse. C'est au secteur privé que cela revient, et nous avons l'inten-

tion, comme gouvernement, de vous laisser vous mettre à la tâche. Nous ne pouvons perpétuer la philosophie économique qui consiste à soutenir ce qui est insoutenable, à mettre sur pied des projets non viables économiquement avec l'argent des contribuables, dans l'espoir que, un miracle aidant, ils pourront un jour devenir rentables. On peut toujours faire pousser des orchidées dans une serre; nous ne pouvons nous permettre d'élever des orchidées qui meurent dès que la protection de la serre leur est enlevée.

Nous avons l'intention de créer un climat de confiance et de stabilité par des mesures sensées prises par le gouvernement fédéral en collaboration et en consultation avec les provinces.

Autonomie énergétique

On en a un exemple actuellement dans le domaine de l'énergie. Notre but, à cet égard, est d'atteindre l'autonomie énergétique d'ici 1990. Notre gouvernement, notre nation ne peuvent rester à la merci des forces externes qui pourraient nous paralyser en coupant nos approvisionnements de pétrole importé.

Si l'on compare globalement les ressources à la demande d'énergie, nous sommes déjà en fait autonomes. Cependant, nous ne le sommes pas sur le plan de la répartition intérieure, et nous ne sommes pas autonomes dans le domaine du pétrole. Il nous faut mettre en valeur les ressources des régions frontalières et exploiter les gisements de pétrole lourd et les sables bitumineux.

Ces problèmes d'approvisionnement et de répartition tiennent en grande partie au prix. Le Canada est actuellement le seul pays industrialisé du monde, à part les États-Unis, qui ne vit pas à l'heure des prix mondiaux du pétrole brut. L'Allemagne de l'Ouest, le Japon, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et tous les autres, sauf les États-Unis et nous-mêmes, ont absorbé les hausses des prix mondiaux et s'en accommodent. Même les États-Unis sont en train de se rapprocher rapidement des prix internationaux, qu'ils atteindront vers la fin de 1981...

Il n'est que trop évident que, même si nous pouvons peut-être rester légèrement derrière les États-Unis en matière de prix pour des raisons de concurrence, il nous sera impossible d'obtenir notre autonomie énergétique d'ici la fin de la prochaine décennie si nous n'acceptons pas une hausse plus rapide de nos prix inté-

(suite à la page 8)